

9 avril 2015

MANIFESTONS POUR EN FINIR AVEC L'AUSTERITE !

- la situation pour des millions de salariés, retraités et privés d'emploi ne cesse de se dégrader.
- l'emploi du secteur public et du secteur privé est menacé.
- les richesses du travail servent à enrichir les plus riches.

Le gouvernement vient de faire le choix (en utilisant le 49-3) d'imposer la loi MACRON, dite « pour la croissance et l'activité » qui aura pour conséquences, si elle était appliquée, d'aggraver les inégalités.

Pour l'augmentation générale des salaires public / privé

L'augmentation des salaires et du pouvoir d'achat est une nécessité sociale. Nous revendiquons l'augmentation générale des salaires, des pensions et des minima sociaux, pour en finir avec l'austérité imposée à la population alors que les grands patrons, les banques et les actionnaires du CAC 40 engrangent des milliards de profits.

Pour de véritables emplois

Il faut en finir avec le chômage et la précarité et donner une priorité à l'emploi avec un vrai contrat de travail et un vrai statut. Ces emplois stables naissent de l'activité économique au service de la satisfaction des besoins de la population, et de l'existence de règles et de normes sociales.

Pour le retrait du projet de loi Macron

La Loi dite « Macron » a été adoptée en première lecture par le coup de force du 49-3. Cette loi signifie des privatisations, la destruction du contrat de travail transformé en simple contrat individuel de gré à gré, la banalisation du travail dominical et du travail de nuit. Les prud'hommes déjà très attaqués seraient liquidés. Elle libéralise et flexibilise à outrance.

Pour le retrait du pacte de responsabilité et du pacte d'austérité

Toutes les attaques orchestrées par le gouvernement découlent du « pacte de Responsabilité ». Ce pacte est financé par 50 Milliards d'Euros de réductions des dépenses publiques et sociales qui remettent en cause davantage encore les services publics, la protection sociale et détruisent massivement l'emploi dans le secteur privé au travers de la diminution de la commande publique. C'est aussi le sens de la réforme territoriale.

Pour la défense du droit au travail

Après l'échec des négociations sur la «modernisation» du dialogue social, Manuel Valls entend légiférer. S'il allait jusqu'au bout, cela constituerait un 49.3 social. Nous ne pouvons accepter la remise en cause des Institutions Représentatives du Personnel, en particulier avec la disparition des CHSCT par un regroupement des instances dans des DUP (Délégation Unique du Personnel).

Pour le développement des services publics

La mise en place de la réforme territoriale et des métropoles se fait pour accompagner les politiques d'austérité menées en France et en Europe. Dans cette logique libérale, le maintien et les développements des services publics ne sont pas une priorité avec notamment la fusion et la disparition de certains services.

Pour les cheminots

La réforme ferroviaire issue de la loi du 04 Aout 2014 répond à cette politique de casse et d'éclatement des services publics. Une réforme non financée, axée sur les seuls critères du tout financier.

Cette réforme s'accompagnera de la réduction de nos conditions sociales (RH 0077, Statut), de suppressions d'emplois, des salaires et déroulement de carrière bloqués....

Ces mesures conduiront progressivement à la disparition de notre Caisse de retraite et de notre régime spécial...

Pour les cheminots havrais

D'ores et déjà, les premiers éléments de l'application de la réforme ferroviaire se font sentir sur notre site havrais. Cette réforme qui n'est pas financée, porte en elle les germes de la destruction du service public ferroviaire. C'est pour cette raison que la direction axe sa stratégie sur des destructions massives d'emplois SNCF, en réorganisant ou en fermant des chantiers ou des lignes... Pour exemples, sur notre périmètre :

- Une fusion d'établissements entraînant la disparition des antennes RH (GU-Administratif du Havre) dans le projet de regroupement Infrapôle-Infralog,
- Des renoncements de travaux, des fermetures de lignes (Bréauté-Fécamp), des transferts de réseaux à d'autres autorités sur certains axes (Rouen-Le Havre à la région ? Le Havre-Montivilliers-Rolleville à la CODAH ?),
- Des désertifications de certains chantiers (fermeture du Triage Impair de Soquence, poste D, poste C, poste 2R...),
- Des fermetures de boutiques et de guichets, voire des réductions d'ouverture à la vente (Coty, Le Havre, Fécamp, Yvetot...), une polyvalence accrue dans nombre de métiers (Vente, Escalé, ASCT...), une remise en cause des accompagnements de train (avec menace EAS) notamment sur Le Havre/Rolleville,...
- L'accroissement de la sous-traitance pour réaliser les procédures de réparation de matériel ferroviaire (la PALOMA donnée à VFLI), mais également les travaux d'infrastructures, ou les processus de sécurité (annonceurs), tout cela pour le profit des grands groupes de BTP...

Et ça n'est que le début, si nous n'y changeons rien !!!

ALORS POUR :

> En finir avec l'austérité

> L'augmentation générale des salaires

> La création massive d'emplois

> Pour le développement des services publics

> Le retrait du projet de loi Macron et du pacte de responsabilité

**TOUS ENSEMBLE, participons à la
MANIFESTATION NATIONALE INTERPRO
PARIS - Place d' Italie à 13H**

(ou MANIF INTERPRO-9h30-Place Hôtel de Ville Le Havre)